



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN GRÈCE COMME EN FRANCE CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE

EN GRÈCE, ANNULATION DE LA DETTE ! EN FRANCE, RETRAIT DE LA LOI MACRON !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

19 FEVRIER 2015

En Grèce, c'est donc reparti pour un nouveau round de négociations entre le gouvernement grec de Tsipras et les ministres des finances de la zone euro pour tenter de trouver un accord pour l'étalement de la dette.

Pourtant, Tsipras ne demande même plus l'annulation de la dette. Il se plie au cadre fixé par ses créanciers pour négocier un étalement des remboursements. Mais même cela est inacceptable pour les financiers et leurs hommes politiques. La Banque Centrale Européenne, comme Hollande ou Meckel, veulent mettre le peuple grec à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses promesses électorales.

CE N'EST PAS AUX PEUPLES DE PAYER LES DETTES ILLEGITIMES.

La dette grecque n'est pas celle du peuple grec. Elle est celle de ses gouvernements successifs, corrompus jusqu'à la moelle, pour le plus grand profit des banquiers européens et des grandes sociétés. Un seul exemple : les dépenses militaires grecques représentent 4% du Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, alors qu'elles en représentent 2,4% pour la France.

Les grands gagnants de la dette grecque ont été les banques qui se refinançaient auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 1% et prêtaient à la Grèce à 6%, et même à 12% début 2010. Des bénéfices exorbitants. A elles de payer maintenant et pas aux classes populaires.

Le gouvernement, la droite les médias nous expliquent que si les grecs ne paient pas « leur » dette, cela coûtera 600 € par français. Comme si c'était nous qui étions détenteurs de la dette grecque ? Bien au contraire, le gouvernement devrait annuler les 40 milliards qu'il en détient sans qu'il en coûte un centime à la population. Aux banques qui se sont engraisées avec la dette de payer !

SOLIDAIRES CAR DANS LA MEME GALERE

Pour monde de la finance et les hommes politiques à leur service, il ne faut pas laisser croire qu'en Grèce, ils pourraient céder, ni même négocier. Parce que si l'austérité a été appliquée avec une brutalité sans précédent en Grèce, elle est aussi mise en œuvre

dans tous les pays d'Europe. En fait, leurs menaces contre le peuple grec visent tous les travailleurs, ici comme en Espagne, au Portugal ou en Allemagne.

En France, le gouvernement fait le forcing pour faire passer sa loi Macron, une des pires attaques contre le monde du travail depuis son arrivée au pouvoir. Si les pharmaciens, les notaires et les avocats ont su se faire entendre pour qu'on leur fiche la paix, cela n'a pas été le cas des salariés. Les dirigeants des grandes confédérations syndicales n'ont lancé aucune campagne d'information et encore moins de mobilisation pour faire barrage à cette loi qui est une vraie bombe contre ce qu'il reste des protections contenues dans le Code du travail.

L'entreprise de démolition engagée par Macron va frapper l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail et les institutions représentatives du personnel.

UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

En Grèce, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue des grandes villes du pays pour dire leur refus du chantage. Aujourd'hui, le peuple grec sait qu'il n'a rien à attendre des négociations avec l'Union Européenne. Une vraie rupture avec l'austérité ne pourra être imposée que par la puissance de sa mobilisation et de son organisation et par la reconstruction d'un rapport de force à l'échelle de toute l'Europe.

Ici contre la loi Macron comme en Grèce, il n'y aura pas de vraie solution en dehors d'une mobilisation de l'ensemble du monde du travail, un mouvement de grèves suffisamment puissant pour en finir avec toutes les politiques d'austérité et de régression sociale.

LA DÉRÈGLEMENTATION SELON MACRON



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



**LOI MACRON :
PASSAGE EN FORCE DU GOUVERNEMENT POUR
SATISFAIRE LE PATRONAT !**

Devant le risque de rejet de la loi Macron par les députés, Manuel Valls vient donc d'engager la responsabilité du gouvernement en utilisant le 49-3 pour faire passer sans vote cette loi entièrement favorable au patronat. Il est loin le temps où François Hollande considérait le 49.3 comme "une brutalité", un "dénî de démocratie", " une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire ".

L'attaque sans précédent contre les droits des salariés s'accompagne donc d'un déni de démocratie par le gouvernement PS-MEDEF et tout cela avec le même baratin : « une loi favorable aux salariéEs », « une loi pour lutter contre le chômage ». Mais de qui se moque-t-on ?

Qui peut croire un seul instant que démolir les conventions collectives ou les possibilités de recours juridiques pour les salariés va faire baisser le chômage, permettre des embauches ? La vraie raison de cette loi est de réduire à presque rien les droits des salariéEs et de renforcer le pouvoir exorbitant du patronat. C'est un nouveau recul pour toute la société.

Ce coup de force montre une fois de plus que ce gouvernement est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront les empêcher de nuire. Le projet doit désormais passer au Sénat, en avril. Toutes les forces du mouvement ouvrier ont maintenant la responsabilité de construire une mobilisation unitaire et massive pour contraindre le gouvernement, à retirer son projet de loi, comme cela a été le cas pour le CPE de Villepin.

Communiqué du NPA, le 17 février 2015

**RENAULT CHAMPION DE LA PUBLICITÉ ...
MENSONGÈRE !**

Renault et son PDG Carlos Ghosn ont annoncé jeudi 12 février 1 000 embauches en France en 2015. Une campagne de publicité plutôt mensongère. Entre novembre 2013 et novembre 2014, après la signature l'accord de compétitivité, Renault a perdu près de 2 000 emplois. Et en dix ans la saignée a été de plus de 30 000 emplois avec des effectifs qui sont passés de 76 000 en 2004 à 45 000 fin 2014.

Même avec 1000 emplois en plus cette année, il y aura moins de salariés qu'il y a deux ans. Et pourtant Renault annonce une augmentation de la production. Cela entraînera plus de charges de travail et un recours accru à l'intérim. A Sandouville, 60 % des opérations de montage sont déjà confiées à des intérimaires, jusqu'à 80% sur les chaînes de l'usine de Flins Les 1000 emplois annoncés ne suffiront même pas à l'embauche de tous les intérimaires !

CHSCT, RETOUR AU 19EME SIECLE

Le Medef propose, dans le cadre des discussions avec les dirigeants syndicaux, de remettre en cause l'existence des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Les CHSCT donnent quelques moyens juridiques aux militants syndicaux dans les entreprises pour dénoncer les conditions de travail qui pèsent sur les travailleurs ou pour imposer, parfois, l'arrêt de machines dangereuses. Ils permettent d'exercer une pression sur les patrons, dans la limite de

lois souvent bien peu favorables aux travailleurs et sous la tutelle d'inspecteurs du travail pas assez nombreux et aux prérogatives de plus en plus limitées. Même cela, c'en est trop pour le patronat Il propose de rendre les CHSCT « optionnels » dans les entreprises de moins de 300 salariés. En somme, le Medef veut pouvoir estropier, voire tuer au travail sans contrôle ni garde-fous....

CLEARSTREAM ... LUXLEAKS ... SWISSLEAKS

L'affaire Swissleaks, c'est de l'optimisation fiscale, c'est le fonctionnement normal du capitalisme. La banque HSBC n'a fait que conseiller des millionnaires à mettre au chaud leur capital. Junker, président de la Commission Européenne, a lui-même négocié au Luxembourg entre 2002 et 2010 des accords secrets avec 340 multinationales pour les exonérer d'impôts. En toute légalité. Et c'est le même Junker qui saigne le peuple grec, avec le soutien de Hollande, Merkel et compagnie. Alors oui, d'Athènes à Madrid en passant par Paris, sortir du capitalisme, c'est la seule voie ! Avec en 1ère urgence la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques au sein d'un pôle public bancaire.

QUAND ON ARME, ON NE COMPTE PAS !

De Washington à Paris, les dirigeants politiques affirment leur détermination à mener une guerre sans concession contre le djihadisme. Et pourtant, cela n'a pas empêché qu'entre octobre 2013 et septembre 2014, le Qatar commande pour 34,2 milliards de dollars d'armes aux USA. Il s'appête même à acheter 36 avions Rafale à la France. L'Arabie Saoudite est quant à elle le numéro 2 mondial des dépenses d'armement par habitant. A eux deux, ces pays représentent aujourd'hui 40% des exportations d'armes françaises. Et pourtant, Qatar et Arabie Saoudite arment et financent les djihadistes. Mais ce n'est pas tout. La Qatar possède aujourd'hui 17% de Volkswagen, 3% de Total, 7% de Vinci, 12% de Lagardère... plus Le Louvre et le PSG. Comme Ben Laden en son temps, ces monarchies féodales sont bien intégrées au capitalisme international... et choyées par les dirigeants des grandes puissances.

LA POSTE : NON A LA REVOCATION DE YANN

Depuis des années, la direction de La Poste utilise la répression contre les salariés qui résistent aux restructurations et suppressions de postes. Elle vient de franchir un nouveau cap en prononçant la révocation de Yann Le Merrer, responsable syndical de SUD-Poste. Il s'agit de la première révocation d'un fonctionnaire pour fait de grève depuis 1951 ! La Poste lui reproche son soutien actif aux grévistes dans différents bureaux de poste durant la longue grève des postiers du 92 l'an dernier. Cette révocation ne doit pas passer ! Yann doit pouvoir compter sur la mobilisation de tous. Pétition en ligne :

<reintegrationyann.sudptt.org>

Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas

à nous contacter : npa.perche@gmail.com

Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63